

Livre II – Titre II – Chapitre VI
Arrêté du 04 juin 1982
Établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centre de vacances et
centre de loisirs sans hébergement
Section I – Généralités

Art. R 1 Établissements assujettis (Arrêté du 13 janvier 2004)

§ 1. Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux établissements destinés :

- à l'enseignement ou à la formation, à l'exception de la formation à des fins professionnelles du personnel employé par l'exploitant de l'établissement ;
- à l'accueil des enfants à l'occasion des vacances scolaires et des loisirs.

Les locaux d'enseignement et de formation des centres d'aide par le travail (CAT) et les ateliers protégés relèvent du seul Code du travail en ce qui concerne la sécurité contre l'incendie.

Sont notamment soumis à ces dispositions :

- les établissements d'enseignement et de formation ;
- les internats des établissements de l'enseignement primaire et secondaire ;
- les crèches, écoles maternelles, haltes-garderies, jardins d'enfants ;
- les centres de vacances ;
- les centres de loisirs (sans hébergement).

De plus, sont soumises aux dispositions du présent chapitre les auberges de jeunesse comprenant au moins un local collectif à sommeil.

§ 2. Sont assujettis les établissements dans lesquels l'effectif total des utilisateurs (enfants, élèves, stagiaires, étudiants) est \geq à l'un des chiffres suivants :

a) Écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants :

- sous-sol : l'installation de locaux accessibles aux élèves est interdite ;
- étage d'un établissement comportant plusieurs niveaux : quel que soit l'effectif ;
- établissement ne comportant qu'un seul niveau, situé en étage : 20 ;
- rez-de-chaussée : 100.

b) Autres établissements :

- sous-sol : 100 ;
- étages : 100 ;
- rez-de-chaussée : 200 ;
- au total : 200.

c) Locaux réservés au sommeil : 30.

§ 3. Pour l'application du présent chapitre, sont appelés locaux d'internat tous les locaux réservés à l'hébergement du public, installés dans des bâtiments ou parties de bâtiment relevant d'établissements d'enseignements primaires et secondaires.

Toutefois, les bâtiments relevant de ces établissements et spécialement affectés à l'hébergement des étudiants de niveau post-secondaire peuvent être soumis aux dispositions réglementaires relatives à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

Lorsqu'elles sont situées dans des bâtiments comprenant des locaux d'internat, les chambres dites « d'application », accueillant des personnes extérieures à l'établissement dans le cadre de la formation pratique d'un enseignement hôtelier, sont considérées comme des locaux d'internat et sont soumises comme tels aux dispositions du présent chapitre. Dans les autres cas, elles sont soumises aux dispositions du [chapitre IV du présent règlement concernant les établissements hôteliers](#).

Les résidences universitaires ne sont pas soumises aux dispositions du présent règlement.

§ 4. En application des dispositions de l'[article GN 5](#), les locaux abritant des activités autres que d'enseignement et de formation, telles que définies au [§ 1](#), relèvent des dispositions applicables au type correspondant à ces activités.

Sont notamment concernés :

- les locaux de restauration, cafétéria ;
- les gymnases et autres salles de sport ;
- les salles de spectacles.

Les locaux d'infirmerie, de bibliothèque, de centre de documentation et d'information (CDI), d'exposition, les amphithéâtres, les salles de réunion et les salles polyvalentes sont soumis aux seules dispositions particulières applicables aux salles d'enseignement.

§ 5. Les bâtiments exclusivement réservés à la recherche, y compris ceux accueillant des étudiants qui effectuent des travaux de recherche ou des stages dans le cadre de leurs études, ne sont pas soumis aux dispositions du présent titre, s'ils sont isolés des établissements du présent type selon les dispositions prévues pour les bâtiments à risques courants, occupés par des tiers.

Quelle réglementation est applicable à la fonction hébergement des centres de formation professionnelle pour adultes ?

La fonction hébergement, en application du Code de la construction et de l'habitation, et en particulier des [articles R. 111-2, R. 122-2 et R. 123-2](#), peut relever de l'application :

- de l'[arrêté du 31 janvier 1986 modifié, relatif à la sécurité incendie dans les bâtiments d'habitation](#) ;
- de l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié, relatif à la sécurité incendie dans les immeubles de grande hauteur ;
- du [règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié, relatif aux établissements recevant du public](#).

S'agissant de l'hébergement des centres de formation professionnelle pour adultes (CFPA), lorsqu'il n'est pas assuré de manière « classique » dans un bâtiment d'habitation (IGH ou pas) et dans la mesure où cette activité répond à l'[article R. 111-2 du Code de la construction et de l'habitation](#), il peut être fait référence à l'arrêté du 31 janvier 1986 et en particulier aux dispositions de son [titre V relatif aux logements-foyers](#). Dans le cas où le bâtiment destiné à l'hébergement comporterait des activités telles que l'enseignement, la restauration ou la réunion, les conditions d'isolement entre habitation et ERP devraient être respectées.

Lorsque cette fonction hébergement ne répond pas aux critères de l'habitation, il doit être fait référence au règlement de sécurité. Dans ce cas, en application de l'[article R. 143-20 du Code de la construction et de l'habitation](#), il convient de se rapprocher des dispositions particulières relatives aux ERP de [type R comportant des internats](#).

L'arrêté du 18 octobre 1977 est abrogé et remplacé par l'[arrêté du 30 décembre 2011](#).

Art. R 2 Détermination de l'effectif (Arrêté du 13 janvier 2004)

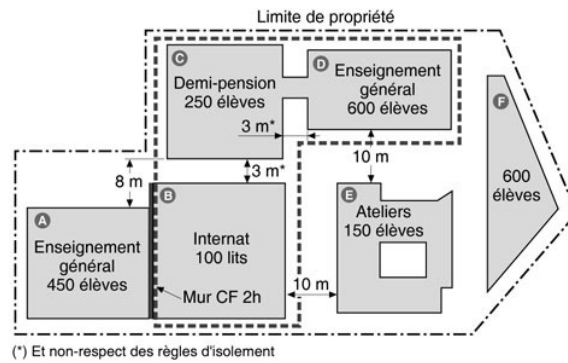
L'effectif maximal des personnes admises simultanément dans ces établissements est déterminé suivant la déclaration contrôlée du maître d'ouvrage ou du chef d'établissement.

Cette déclaration doit préciser la capacité d'accueil maximale par niveau.

Détermination de l'effectif - Définition de l'isolement

Notions d'isolement et calcul des effectifs

Un établissement peut être constitué d'un ou plusieurs bâtiments répartis sur la superficie d'un terrain. Lorsqu'il existe plusieurs bâtiments, ils peuvent être séparés les uns des autres ou accolés. L'[article GN 3](#) considère chaque bâtiment comme un établissement, dans la mesure où chacun d'eux respecte les conditions d'isolement définies aux [articles CO 6, CO 7, CO 8, CO 9 et CO 10](#) par rapport au bâtiment voisin ([fig. 1](#)).



Dans cet exemple, l'établissement, en tant que concept juridique, accueille 1 650 élèves + le personnel correspondant. Le chef d'établissement pourrait considérer qu'il anime un établissement de 1^{re} catégorie, ce qui lui imposerait de faire visiter son établissement tous les 2 ans par la commission de sécurité.

Or, de par sa configuration, cet établissement est constitué, compte tenu de ce qui précède :

- du bâtiment A, qui correspond à un établissement de 3^e catégorie ;
- des bâtiments B + C + D, qui correspondent à un établissement de 2^e catégorie ;
- du bâtiment E, qui correspond à un établissement de 5^e catégorie ;
- du bâtiment F, qui correspond à un établissement de 3^e catégorie.

Art. R 3 Conditions particulières d'exploitation (Arrêté du 13 janvier 2004)

Lorsqu'ils ne sont pas utilisés pour les besoins du service auquel ils sont affectés, les locaux et les dépendances des établissements d'enseignement peuvent être mis à la disposition des personnes morales de droit public ou privé qui désirent y organiser des activités à caractère culturel, social ou socio-éducatif ; ces activités doivent être compatibles avec les conditions de sécurité offertes par l'application des dispositions du présent chapitre.

L'effectif maximal des personnes admises doit alors être déterminé en fonction du nombre réel d'unités de passage et de dégagements tels que définis aux [articles CO 36](#) et [CO 38](#).

Art. R 4 Parc de stationnement couvert (Arrêté du 9 mai 2006)

Les intercommunications éventuelles réalisées entre un établissement du présent chapitre et un établissement de [type PS](#) sont assujetties aux dispositions de l'[article PS 8, § 4, premier alinéa](#).

Le parc de stationnement couvert est placé sous la même direction que l'établissement du présent chapitre.

Art. R 5 Utilisation de produits et de matériels dangereux (Arrêté du 13 janvier 2004)

Le stockage, la distribution et l'emploi des produits visés dans l'[article R. 143-9 du Code de la construction et de l'habitation](#), ainsi que de tout autre produit dangereux au sens de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont autorisés dans les locaux recevant du public (ateliers, salles de travaux pratiques ou laboratoires), dès l'instant où leur emploi est rendu nécessaire par l'activité développée au sein de ces locaux, sous réserve du respect des conditions particulières définies dans la suite du présent chapitre.

De même l'utilisation de matériels dangereux est autorisée dès lors que leur emploi est rendu nécessaire par l'activité concernée.

Section II – Construction

Art. R 6 Conception de la distribution intérieure et stabilité au feu des structures

§ 1 . En application de l'[article CO 1, § 2](#), les secteurs et les compartiments sont autorisés. Toutefois, la création de compartiments n'est pas autorisée :

- dans un niveau comprenant un ou plusieurs locaux à risques importants ;
- dans un bâtiment comprenant un ou plusieurs locaux réservés au sommeil.

En application de l'[article CO 25](#), tout compartiment doit respecter les dispositions suivantes :

- sa superficie ne doit pas dépasser 600 m² ;
- ses issues ne doivent pas être distantes de plus de 30 m, mesurés dans l'axe des circulations ;
- il ne doit pas comporter de locaux à risques moyens.

§ 2 . Un compartiment peut comporter des locaux de préparation et de collections dans les conditions fixées à l'[article R 10, § 3](#). Les quantités de produits dangereux au sens de l'arrêté du 20 avril 1994 susmentionné et de liquides inflammables admises dans ces locaux sont limitées aux quantités nécessaires aux expériences ou manipulations en cours. La présence de ces produits ou liquides en quantité non justifiée par l'exécution de ces expériences ou manipulations est interdite.

§ 3 . En dérogation aux dispositions de l'[article CO 25, § 2 a, alinéa 1](#), un seul compartiment est admis par niveau si la superficie de ce niveau ne dépasse pas 600 m².

Art. R 7 Locaux d'enseignement comprenant des installations d'enseignement technique

Les locaux d'enseignement utilisant des installations techniques qui ne fonctionnent que pendant les heures de cours et ne peuvent être utilisées à d'autres fins que la formation sont considérés pour l'application du présent règlement comme des salles de cours.

Art. R 8 Préaux

Quelle que soit la hauteur des bâtiments contre lesquels elles sont adossées, les structures des préaux à simple rez-de-chaussée sont soumises aux seules dispositions de l'[article CO 14](#).

Art. R 9 Volumes libres intérieurs (Arrêtés du 7/03/1988, du 23/12/1996, du 13/01/2004)

Les volumes libres intérieurs doivent être réalisés conformément aux dispositions de l'[instruction technique n° 263](#).

Art. R 10 Locaux à risques (Arrêté du 13 janvier 2004)

§ 1 . Locaux de stockage de liquides inflammables destinés à l'enseignement et à la recherche

a) En application de l'[article CO 27, § 2](#), la nature du classement des locaux de stockage de liquides inflammables est déterminée en fonction de la « capacité totale équivalente » exprimée en capacité équivalente à celle d'un liquide inflammable selon la formule :

$$C \text{ équivalente totale} = 10 A + B$$

dans laquelle, suivant la classification de l'inflammabilité des liquides établie par l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances :

A : représente la capacité relative aux liquides extrêmement inflammables (F+) ;

B : représente la capacité relative aux liquides facilement inflammables (F) et inflammables.

Le classement de chacun de ces locaux est obtenu en comparant sa capacité équivalente totale C aux seuils de classement donnés par le tableau ci-après :

Nature du local	C équivalente totale (en l)
Local à risques moyens	20 < C ≤ 300
Local à risques importants	300 < C < 1 000

À partir de 1 000 litres, les locaux de stockage de liquides inflammables doivent être isolés des bâtiments recevant du public dans les mêmes conditions que celles prévues aux [articles CO 7 à CO 10](#) pour l'isolement d'un établissement recevant du public par rapport à un bâtiment à risques particuliers, occupé par des tiers.

b) En complément des dispositions de l'[article CO 28](#), tous ces locaux de stockage de liquides inflammables :

- doivent être équipés d'une ventilation naturelle haute et basse permanente : les sections doivent être au moins égales au 1/100 de la surface de ces locaux avec un minimum de 10 dm² par bouche ;
- ne peuvent pas être situés en sous-sol ;
- doivent avoir une paroi en façade, dont une partie est grillagée ou en verre mince ;
- doivent être identifiés par la mention « stockage de liquides inflammables » apposée sur leurs portes d'accès.

Les récipients contenant les liquides inflammables doivent être placés dans une cuvette étanche pouvant retenir la totalité du liquide entreposé.

Les liquides inflammables sont classés en trois catégories :

<i>Catégorie</i>	<i>Symbole de danger</i>	<i>Critères de classification</i>	<i>Exemples</i>
Extrêmement inflammables	F+	Liquides de point d'éclair < 0 °C et température d'ébullition ≤ 35 °C	Éther, Oxyde d'éthylène
Facilement inflammables	F	Liquides de point d'éclair < 21 °C, mais qui ne sont pas extrêmement inflammables	Acétone, Méthanol, Éthanol, Essence
Inflammables	Néant	Liquides tels que le point d'éclair est compris entre 21 °C et 55 °C	White-spirit, Térébenthine, Xylène, Chlorobenzène

Exemple de calcul :

Un local contient 2 litres d'éther et 10 litres d'alcool à 90°.

$$C = 10 \times 2 + 10 = 30.$$

Ce local est donc classé à risques moyens.

§ 2 . Locaux de stockage de produits dangereux, destinés à l'enseignement et à la recherche, autres que les liquides inflammables

En application de l'[article CO 27, § 2](#), les locaux destinés au stockage des produits dangereux autres que les liquides inflammables cités au paragraphe précédent sont classés locaux à risques moyens. Ils doivent être destinés exclusivement au stockage de ces produits.

Chaque produit doit être conservé dans son conditionnement commercial d'origine. À défaut, il doit être conservé dans un emballage adapté et étiqueté suivant les dispositions prévues par l'arrêté du 20 avril 1994 susmentionné. Les récipients contenant des liquides doivent être placés dans une cuvette étanche et réalisée en matériau adapté au produit contenu. Cette cuvette doit pouvoir retenir la totalité des liquides que ces récipients contiennent.

Les locaux doivent être identifiés par la mention « stockage de produits dangereux » apposée sur leurs portes d'accès.

§ 3 . Locaux de préparation et de collections

Les locaux de préparation et de collections sont considérés comme des locaux à risques courants. Ils doivent cependant être isolés des locaux et circulations recevant du public par des parois coupe-feu de degré 1/2 heure au moins et des portes pare-flammes de degré 1/2 heure, munies de ferme-portes. La quantité de produits admise dans chaque local est limitée à la quantité nécessaire aux expériences ou manipulations en cours.

§ 4 . Autres locaux

En application de l'[article CO 27, § 2](#), les magasins de réserve de mobiliers, de réserve de produits d'entretien ménager, de réserve de fournitures scolaires, les locaux d'archives, les dépôts des salles polyvalentes et les locaux de stockage de matériaux combustibles implantés dans les ateliers sont classés locaux à risques moyens.

Art. R 11 Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère technique

En application de l'[article R 5](#), l'emploi dans les ateliers de produits nécessaires aux activités exercées dans ces locaux doit être effectué dans les conditions suivantes :

§ 1 . Stockage de gaz

a) Le stockage du butane et du propane doit être réalisé conformément aux dispositions des [articles GZ 4 à GZ 8](#).

b) Le stockage d'oxygène, d'acétylène et de gaz autres que le butane et le propane doit être effectué à plus de 8 m des zones de stockage de matières combustibles et de stationnement de véhicules, dans un dépôt ayant l'une des caractéristiques suivantes :

- situé à plus de 8 m de tout bâtiment, local ou lieu de passage du public, il doit être constitué par un abri grillagé ;
- contigu à tout bâtiment ou local, mais isolé de celui-ci par un mur plein, sans ouverture, construit en matériau incombustible, coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 m et protégé par un auvent incombustible, pare-flammes de degré 1 heure ; sa face d'accès doit être grillagée.

Dans les deux cas du *b* ci-dessus :

- le sol du dépôt doit être au même niveau ou à un niveau supérieur à celui du sol environnant ;
- les bouteilles pleines doivent être séparées des bouteilles vides ; elles doivent être stockées debout et maintenues dans des râteliers afin d'éviter toute chute ;
- un mur plein construit en matériau incombustible, s'élevant au moins de 2 m, doit séparer les bouteilles contenant des produits de nature différente.

c) Utilisation des bouteilles à l'intérieur des bâtiments :

Par dérogation aux *a* et *b* du présent paragraphe, les bouteilles utilisées qui ne sont pas installées à poste fixe à l'extérieur du bâtiment doivent obligatoirement être fixées sur un chariot mobile et être placées debout. En période de non-utilisation, elles doivent être placées dans l'atelier, à un emplacement susceptible de ne pas gêner les dégagements ; les tuyaux reliant les bouteilles au chalumeau doivent être soigneusement enroulés après chaque utilisation et leur bon état vérifié avant toute remise en service.

La capacité globale des bouteilles présentes à l'intérieur d'un même bâtiment ne doit pas excéder :

- 200 m³ pour l'oxygène ;
- 100 m³ pour l'acétylène ;
- 260 kg pour le butane ;
- 260 kg pour le propane, en dérogation à l'[article GZ 7](#).

§ 2 . Cabine de soudage

Lorsqu'il est fait usage de cabine de travail associée à un poste de soudage, celle-ci doit être délimitée latéralement par des murs de protection en maçonnerie pleine de 0,10 m d'épaisseur au moins ou tout autre élément incombustible présentant une résistance mécanique équivalente.

Peut-on autoriser l'utilisation de brûleurs installés sur des cartouches de gaz dans des salles de travaux pratiques d'établissements recevant du public de type R ?

En application des [articles GZ 4, GZ 7 et GZ 8](#), l'utilisation de récipients de gaz mobiles, sauf précisions apportées dans les dispositions particulières du règlement de sécurité, est interdite dans les locaux recevant du public.

Pour ce qui concerne les établissements de type R, l'atténuation qui figure à l'[article R 12](#) ne concerne que les gaz spéciaux et en aucun cas ne peut être étendue aux bouteilles de butane ou de propane dont l'utilisation et les conditions de stockage sont précisées à l'[article R 11](#).

L'utilisation de brûleurs installés sur des cartouches de gaz n'est donc pas autorisée dans les salles d'enseignement. La DDSC souhaite que ce point réglementaire soit rappelé aux membres de commissions de sécurité.

En complément de l'information qui résultera de la diffusion du présent procès-verbal à l'ensemble des préfetures, la DDSC demande aux membres de la Commission centrale de sécurité, et en particulier au représentant du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie et au représentant du Clopsi de donner à cette information la diffusion la plus large possible.

Art. R 12 Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère scientifique ou dans les locaux de recherche (Arrêté du 13 janvier 2004)

§ 1 . Produits toxiques et liquides inflammables

Les quantités de ces produits sont limitées à la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours dans :

- les salles à vocation d'enseignement dans lesquelles les élèves ou les étudiants exécutent des exercices nécessaires à leur formation, sous la surveillance de professeurs ;
- les salles à vocation de recherche.

La présence dans ces salles de produits toxiques ou de liquides inflammables en quantité non justifiée par la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours est interdite.

§ 2 . Distribution de gaz dits spéciaux

Les gaz combustibles visés au [chapitre VI du titre I du livre II](#) ne sont pas des gaz spéciaux.

Les gaz spéciaux, y compris les gaz combustibles tels que l'hydrogène ou l'acétylène, ne sont pas soumis aux prescriptions du [chapitre VI du titre I du livre II](#).

L'alimentation des salles de travaux pratiques ou de recherche doit être réalisée par des tuyauteries fixes cheminant à l'extérieur du bâtiment et pénétrant directement dans chaque local d'utilisation à partir d'une centrale de distribution située à l'extérieur.

Dans ce cas, et pour chaque gaz, la centrale doit disposer d'un organe de coupure générale extérieur et un organe de coupure doit être placé à l'intérieur de chaque local d'utilisation.

L'emploi de bouteilles individuelles de gaz ou de mélanges spéciaux est admis, pour un usage ponctuel (limité à la capacité nécessaire aux manipulations, expériences ou travaux en cours) et temporaire, sous réserve que celles-ci soient fixées sur un chariot mobile ou maintenues dans un râtelier.

§ 3 . Distribution de liquides inflammables ou dangereux

En application de l'[article R. 123-9 du Code de la construction et de l'habitation](#), une distribution de liquides inflammables ou dangereux peut être réalisée après avis de la commission de sécurité compétente.

Section III - Dégagements

Art. R 13 Largeur des dégagements (Arrêté du 13 janvier 2004)

En atténuation du premier alinéa du [§ 2 de l'article GN 10](#), les dégagements de trois unités et plus des établissements, réalisés avant la date de publication du présent arrêté, dont l'unité de passage a été ramenée de 0,60 à 0,50 m, conservent le bénéfice de cette atténuation lors des travaux d'aménagement, d'agrandissement ou de réhabilitation portant sur ces mêmes dégagements.

Cette atténuation concernait les établissements d'enseignement du 1er cycle

Art. R 14 Dégagements des écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants

(Arrêté du 22 novembre 2004) En aggravation des dispositions de l'[article CO 38, § 1a](#), les mezzanines des écoles maternelles, des crèches, des haltes-garderies et des jardins d'enfants doivent être pourvues d'une ou plusieurs issues permettant une évacuation directe :

- soit vers l'extérieur ;
- soit au même niveau, vers une circulation horizontale ou un local contigu.

Terminologie

Une mezzanine dont la surface n'excède pas la moitié de celle du niveau qu'elle surplombe n'est pas considérée comme un niveau, sauf si elle comprend des locaux fermés accessibles au public (voir commentaire de l'[article CO 14](#)).

Dégagements d'une mezzanine

Les dispositions de cet article sont applicables aux établissements neufs et aux aménagements d'établissements existants, conformément à l'[article GN 10, § 2](#).

L'objectif poursuivi par la réglementation est d'évacuer rapidement et dans de bonnes conditions de jeunes enfants susceptibles de se trouver au moment de la sieste sur le plancher de la mezzanine lorsque peut se déclarer un incendie dans la partie inférieure du local.

Cependant, si pour des raisons diverses les dispositions susvisées ne peuvent être respectées, l'autorité administrative peut accepter, après avis de la commission de sécurité, que la mise au niveau de sécurité réglementaire soit obtenue par d'autres mesures prises dans le cadre de l'article 13 du décret du 31 octobre 1973, codifié sous la [rubrique R. 143-13 du Code de la construction et de l'habitation](#).

Dans ce cas, il convient de tenir compte non seulement des contraintes spécifiques au cas considéré mais également des objectifs énoncés ci-dessus.

Par exemple, lorsqu'un ou plusieurs locaux contigus, isolés entre eux conformément à la réglementation, possèdent une mezzanine, il peut normalement être admis que celle-ci communique avec les locaux contigus par l'intermédiaire de portes ayant les performances au feu requises et permettant l'évacuation hors du local au niveau considéré, et à condition que l'évacuation des enfants hors du bâtiment puisse être assurée sans difficulté.

Planchers légers en surélévation

Pour tout plancher léger en surélévation non prévu dans la conception du local et réalisé à l'aide d'éléments préfabriqués, il est vivement déconseillé qu'un tel aménagement soit utilisé comme lieu destiné à la sieste des enfants, du fait des conditions d'évacuation délicates ; celui-ci sera considéré comme mezzanine au sens de l'[article R 14](#).

En conséquence, il répondra intégralement aux dispositions prévues dans cet article, notamment pour ce qui concerne les conditions d'évacuation ;

- des garde-corps doivent être prévus et, lorsqu'ils sont constitués par des lisses, celles-ci ne doivent pas être horizontales pour éviter les risques d'escalade ;
- le mur d'escalade pour atteindre le plancher n'est pas recommandé.

Art. R 15 Escaliers (Arrêté du 13 janvier 2004)

§ 1 . En aggravation des dispositions de l'[article CO 49](#), la distance maximale à parcourir, de tout point d'un local, pour gagner un escalier protégé est de 40 m ; cette distance est réduite à 30 m si on se trouve dans une partie de l'établissement formant cul-de-sac.

§ 2 . En aggravation des dispositions de l'[article CO 53, § 3](#), les accès aux cages d'escaliers protégés doivent être munis de portes à fermeture automatique répondant aux dispositions de l'[article CO 47](#) lorsqu'il est fait usage d'un équipement d'alarme du type 1 ou 2.

Cette disposition ne s'oppose pas au maintien des portes en position fermée.

§ 3 . En aggravation des dispositions de l'[article CO 52, § 3](#), l'absence de protection des escaliers est admise dans les seuls cas suivants :

- dans un bâtiment ne comportant qu'un étage sur rez-de-chaussée, sous réserve que le nombre de personnes admises à l'étage ne dépasse pas 150 ;
- pour un seul escalier supplémentaire desservant deux étages sur rez-de-chaussée au plus.

Dans ces deux cas, aucun local réservé au sommeil ne peut être aménagé dans le bâtiment.

Art. R 16 Portes (Arrêté du 13 janvier 2004)

En aggravation des dispositions du *c* du premier paragraphe de l'[article CO 24](#) et de l'[article CO 44](#), les portes de recoupement des circulations doivent être munies d'un dispositif de fermeture automatique répondant aux dispositions de l'[article CO 47](#) lorsqu'il est fait usage d'un équipement d'alarme du type 1 ou 2.

Cette disposition ne s'oppose pas au maintien des portes en position fermée.

Art. R 17 Portes des sorties de secours

(Article abrogé par l'arrêté du 2 février 1993.)

Section IV – Aménagements

Art. R 18 Sièges de la salle polyvalente

(Article abrogé par l'arrêté du 13 janvier 2004.)

Section V – Désenfumage

Art. R 19 Domaine d'application (Arrêté du 13 janvier 2004)

§ 1. Les établissements visés au présent chapitre sont de la classe 1 pour la détermination du coefficient α au sens de l'[annexe de l'instruction technique n° 246](#).

§ 2. En complément des [articles DF 6](#) et [DF 7](#) :

- aucun désenfumage des circulations horizontales enclouées n'est imposé dans les bâtiments comportant au plus un étage sur rez-de-chaussée ;
- le désenfumage des bâtiments comportant plus d'un étage sur rez-de-chaussée et ne comportant pas de locaux réservés au sommeil peut être réalisé par le désenfumage de tous les locaux accessibles au public, quelle que soit leur superficie, à l'exception des sanitaires ;
- dans tous les cas, le désenfumage des circulations horizontales des sous-sols est exigible.

Comment doit-on interpréter « en complément » dans le § 2 des [articles R 19](#) et [X 19](#) ?

L'application des [articles R 19](#) et [X 19](#) fait l'objet de questions récurrentes émanant des services Prévention mais également des conseils généraux finançant des internats de lycée.

La Commission propose l'interprétation suivante : dans les [articles R 19](#) et [X 19](#), « en complément » signifie « en atténuation ».

§ 3. Le désenfumage des locaux de superficie $< 300 \text{ m}^2$ peut être réalisé à partir des fenêtres, dans les conditions prévues au [§ 3.9 de l'instruction technique n° 246](#).

§ 4. En aggravation de l'[article DF 6](#), dans les bâtiments de plus d'un étage sur rez-de-chaussée comportant des locaux réservés au sommeil, le désenfumage de l'ensemble des circulations horizontales enclouées du bâtiment doit être réalisé.

§ 5. Dans le cas d'un bâtiment équipé d'un SSI de catégorie A, le désenfumage des circulations horizontales des bâtiments comprenant des locaux à sommeil doit être commandé automatiquement à partir d'une information délivrée par la détection incendie située dans ces circulations.

Section VI – Chauffage et ventilation

Art. R 20 Règles d'utilisation (Arrêté du 13 janvier 2004)

§ 1. Seuls les systèmes de chauffage et de ventilation, installés conformément aux dispositions des [articles CH 1](#) à [CH 43](#), sont autorisés.

§ 2 . (Arrêté du 22 novembre 2004) Les appareils de production-émission électriques dont la température de surface n'excède pas 100 °C, installés conformément aux dispositions des [articles CH 44](#) et [CH 45](#), sont autorisés.

Dans les locaux tels que préaux et ateliers, les appareils de production-émission à combustibles gazeux, adaptés à l'activité et installés conformément aux dispositions des [articles CH 44](#), [CH 46](#) à [CH 51](#), [CH 53](#) et [CH 54](#) sont autorisés.

§ 3 . Les appareils indépendants à circuit de combustion étanche fonctionnant au gaz ne sont autorisés que dans les établissements de 4^e catégorie, à l'exclusion des locaux réservés au sommeil ou présentant des risques particuliers.

Art. R 21 Température des appareils d'émission

Les dispositifs assurant le chauffage des locaux des écoles maternelles ne doivent pas être directement accessibles si leur température de surface est supérieure à 60 °C en régime normal.

Art. R 22 Ventilation (Arrêté du 13 janvier 2004)

§ 1 . Aucune exigence de réaction au feu n'est demandée aux conduits d'extraction d'air des « sorbonnes » des salles d'enseignement scientifique. Toutefois, ces conduits doivent être placés dans une gaine respectant le degré de résistance au feu des parois traversées.

§ 2 . En application des dispositions de l'[article GZ 21, § 2](#), la ventilation des salles de travaux pratiques à caractère scientifique comportant du gaz doit être réalisée mécaniquement et conformément aux dispositions de l'[article GZ 21, § 1](#). Cette ventilation peut être indépendante par salle.

§ 3 . Les installations spécifiques de ventilation des locaux et ateliers d'enseignement technique ne sont pas visées par les dispositions du [chapitre V, titre I, du livre II](#). Toutefois, ces installations doivent être compatibles avec les matériels supports pédagogiques.

Leurs conduits doivent être placés dans des gaines respectant le degré de résistance au feu des parois traversées.

Art. R 23 Installations pédagogiques (Arrêté du 13 janvier 2004)

Les installations de production de chaleur ou de froid destinées à l'enseignement ou à la recherche ne sont pas visées par les dispositions du [chapitre V, titre I, du livre II](#).

Section VII - Installations électriques

Art. R 24 Appareillage des écoles maternelles

(Article abrogé par l'arrêté du 19 novembre 2001)

Art. R 25 Coupure d'urgence (Arrêté du 19 novembre 2001)

En dérogation aux dispositions de l'[article EL 11, § 2](#), à l'exception des circuits d'éclairage, des dispositifs de coupure d'urgence peuvent être installés dans les ateliers, salles de travaux pratiques, laboratoires, cuisines pédagogiques...

Section VIII - Éclairage

Art. R 26 Éclairage normal

(Article abrogé par l'arrêté du 19 novembre 2001)

Art. R 27 Éclairage de sécurité (Arrêté du 11 décembre 2009)

Les établissements sont équipés d'un éclairage de sécurité répondant aux dispositions des [articles EC 7 à EC 15](#).

En application des dispositions de l'[article EL 4, § 4](#), dans les établissements comportant des locaux à sommeil qui ne disposent pas d'une source de remplacement, l'éclairage de sécurité d'évacuation des circulations de la partie internat et de ses dégagements attenants jusqu'à l'extérieur du bâtiment est complété de la manière suivante :

- si l'éclairage de sécurité est réalisé par blocs autonomes, il est complété par un éclairage réalisé par des blocs autonomes pour habitation satisfaisant à l'aptitude à la fonction définie dans la norme [NF C 71-805](#) (décembre 2000). Dans ces conditions, les blocs autonomes d'éclairage de sécurité sont mis automatiquement à l'état de repos dès l'absence de tension en provenance de la source normale, leur passage à l'état de fonctionnement étant alors subordonné au début du processus de déclenchement de l'alarme ;
- si l'éclairage de sécurité est constitué par une source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs, la capacité de cette dernière doit permettre une autonomie de 6 h au moins.

Section IX – Appareils de cuisson et de remise en température

Art. R 28 Grande cuisine associée à une salle polyvalente (Arrêté du 10 octobre 2005)

En aggravation des dispositions de l'[article GC 1, § 3](#) une grande cuisine doit toujours être isolée d'une salle polyvalente.

En dérogation aux dispositions de l'[article CO 28, § 2](#), le public peut transiter dans le volume de la cuisine pour accéder aux comptoirs de distribution. Les portes franchies par le public peuvent être ouvertes en permanence pendant les heures de repas et doivent être à fermeture automatique.

Art. R 29 Cuisines pédagogiques (Arrêté du 10 octobre 2005)

§ 1 . Les installations de cuisson utilisées uniquement à des fins pédagogiques ne sont pas soumises aux dispositions du [chapitre X du titre I^{er} du livre II](#).

§ 2 . En aggravation des dispositions de l'[article R 7](#), les grandes cuisines utilisées à des fins pédagogiques et assurant un service de restauration doivent respecter les dispositions du [chapitre X du titre I^{er} du livre II](#).

Section X – Moyens de secours

Art. R 30 Moyens d'extinction (Arrêté du 13 janvier 2004)

La défense contre l'incendie doit être assurée :

- par des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum placés à proximité de chaque sortie des niveaux, avec un minimum de 1 appareil pour 200 m² ;
- par des extincteurs appropriés aux risques particuliers.

La mise en place d'autres moyens d'extinction ne doit être imposée que dans des cas tout à fait exceptionnels, notamment en présence de risques d'incendie associés à un potentiel calorifique ou fumigène important.

Si parmi les autres moyens d'extinction évoqués au dernier alinéa de l'[article R 30](#), les robinets d'incendie armés (RIA) sont retenus, il faut savoir que c'est un moyen d'extinction très particulier, puisqu'il s'agit de matériel professionnel destiné également à la protection des biens. Cet équipement ne peut être utilisé que s'il existe une équipe d'intervention constituée par du personnel entraîné à la lutte contre l'incendie. Dans ce cas, le matériel doit faire l'objet de vérifications systématiques afin d'être efficace en cas de besoin. Dans tous les autres cas, si ces conditions ne sont pas remplies, ce type de moyens d'extinction ne doit pas être prescrit.

Art. R 31 Système de sécurité incendie – Système d'alarme (Arrêté du 13 janvier 2004)

Les systèmes de sécurité incendie sont définis à l'[article MS 53](#), les équipements d'alarme sont définis à l'[article MS 62](#), les contraintes liées à l'exploitation de la détection automatique d'incendie et des équipements d'alarme sont définies aux [articles MS 57](#) et [MS 66](#).

§ 1. Un système de sécurité incendie de catégorie A est obligatoire dans tout établissement comportant des locaux à sommeil.

La détection automatique d'incendie doit être installée dans tous les locaux, excepté les douches et les sanitaires, ainsi que dans toutes les circulations horizontales.

§ 2. Sauf dans les cas cités au paragraphe ci-dessus :

Les établissements de 4^e catégorie doivent être pourvus d'un équipement d'alarme du type 4.

Les autres établissements doivent être pourvus d'un équipement d'alarme du type 2 b.

§ 3. Lorsqu'un site regroupe plusieurs bâtiments constituant des établissements indépendants, chacun d'entre eux doit disposer, en application des dispositions de l'[article MS 62, § 4](#), d'un système de sécurité incendie et d'un équipement d'alarme tels que définis aux § 1 et 2, compte tenu de leur classement respectif.

Cependant, conformément aux dispositions de l'[article MS 66, § 1](#), l'exploitation des différents équipements d'alarme de type 1 ou 2 par une même personne, dans un lieu unique pour plusieurs bâtiments, est admise. Dans ce cas, la centralisation est réalisée de l'une des deux manières suivantes :

- l'équipement d'alarme est unique et commun pour tous les bâtiments ; il doit utiliser la technologie du type le plus sévère et assurer les fonctions nécessaires à chacun des bâtiments ; pour les bâtiments ne comportant pas de locaux à sommeil, la détection automatique d'incendie n'est pas obligatoire ;
- les équipements de contrôle et de signalisation, les tableaux de signalisation et les centralisateurs de mise en sécurité incendie éventuels sont disposés de façon dissociée par bâtiment et sont clairement identifiés.

Dans le cas d'un bâtiment scolaire (R + 6) avec internat aux quatre derniers niveaux, dont le local abritant le tableau de signalisation et le centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI) est situé au rez-de-chaussée, peut-on admettre un report d'alarme restreinte dans les chambres des maîtres d'internat aux 4^e, 5^e, 6^e et 7^e niveaux ?

La CCS rappelle que, selon les dispositions de l'[article MS 66, § 1](#), le report de l'alarme restreinte doit être limité à une distance permettant au personnel de surveillance de se rendre rapidement au tableau de signalisation, afin d'être en mesure d'exploiter l'alarme restreinte. Dans le cas présent, elle estime que l'objectif fixé à l'article précité ne peut être atteint et qu'en conséquence un tel report d'alarme n'est pas acceptable.

Art. R 32 Système d'alerte

(Arrêtés du 2 février 1993 et du 24 septembre 2009) En application de l'[article MS 70](#), la liaison avec les sapeurs-pompiers doit être réalisée par téléphone urbain.

Art. R 33 Exercices d'évacuation (Arrêté du 13 janvier 2004)

Des exercices pratiques d'évacuation doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie.

Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité.